

Arrêté N° **17 / 053** /MMC/SG/DGCM  
portant octroi du permis de recherche  
«KALO» à monsieur TRAORE Ibrahim.

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

- VU la Constitution ;
- VU Loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement;
- VU le décret n°2016-006/PRES/PM du 08 février 2016, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2016-384/ PRES/ PM/MEMC du 20 mai 2016, portant organisation du Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrieres;
- VU le décret n° 2005 - 047/PRES/PM/MCE du 03 février 2005, portant gestion des autorisations et titres miniers ;
- VU le décret n° 2010-075/PRES/PM/MEF du 03 mars 2010, portant fixation des taxes et redevances minières;
- VU l'arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 aout 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km<sup>2</sup>;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU la lettre n°011-0696/MCE/SG/DGMGC du 05/09/2011 portant invite à payer des droits fixés à un million (1 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n°1663841 du 09/09/2011 de paiement effectif des droits fixes d'octroi ;
- VU la demande de monsieur **TRAORE Ibrahim** enregistrée le 27 janvier 2010.

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** Il est octroyé à monsieur **TRAORE Ibrahim**, dans les conditions du présent arrêté, le permis de recherche dénommé «**KALO**», situé dans les provinces du Seno et la Gnagna pour la recherche de l'or.

**ARTICLE 2 :** Ce permis couvre une superficie de 236,52 Km<sup>2</sup>. Il est défini par les sommets dont les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM sont les suivantes :

Sommets	X	Y
A	799 650	1 499 924
B	799 650	1 497 802
C	797 914	1 497 802
D	797 914	1 502 202
E	797 240	1 502 202
F	797 240	1 514 388
G	797 432	1 514 388
H	797 432	1 527 117
I	812 186	1 527 117
J	812 186	1 524 610
K	809 390	1 524 610
L	809 390	1 523 550
M	805 533	1 523 550
N	805 533	1 506 100
O	802 061	1 506 100
P	802 061	1 502 142
Q	807461	1 502 142
R	807461	1 499 924
Ellipsoïde : Clarke 1880	Datum : Adindan, Zone 30 N	

**ARTICLE 3:** Le permis a une durée de validité de trois (3) ans pour compter de la date de signature du présent arrêté, il peut être renouvelé pour une durée de trois (3) ans et tout au plus deux (2) fois conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Monsieur **TRAORE Ibrahim** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du code minier.

**ARTICLE 5:** Les exonérations douanières mentionnées à l'article 4 ci-dessus excluent les taxes et redevances pour les services rendus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur **TRAORE Ibrahim** est tenue de communiquer à la Direction Générale du Cadastre Minier et l'Information Minière:

- un rapport d'activités au terme de chaque semestre calendaire et un rapport annuel d'activités sur les résultats des travaux de recherche de l'année établis selon les canevas définis par les dispositions de la section 3 de l'arrêté portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations.
- le programme prévisionnel de travail et le budget des dépenses de l'année suivante.



Elle fournira en outre :

1. Tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
2. Un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis ;
3. Tous les échantillons géologiques et minéralogiques demandés par l'Administration des Mines.

**ARTICLE 7 :** Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à Monsieur **TRAORE Ibrahim** de mener des activités d'exploitation.

**ARTICLE 8:** Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des Mines. En cas de réalisation de plus-value suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des Mines.

**ARTICLE 9 :** Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, sans préjudice du retrait du bénéfice du code minier et/ou du permis de recherche.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté sera publié au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 24 MAI 2017



**Oumarou IDANI**  
Chevalier de l'Ordre national

**Ampliations:**

- 1- SP/Cabinet
- 2- ITS
- 3- DGMGC
- 4- DGCMIM
- 2- BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1- DGI/MINEFID
- 1- Gouverneur / Région du SAHEL
- 1- Gouverneur / Région de l'EST
- 3- TRAORE Ibrahim
- 1- J.O.
- 1- Classement

